

**DIRECTION INTERREGIONALE DE LA MER
SUD ATLANTIQUE**

AGRANDISSEMENT DU CENTRE POLMAR
DU VERDON-SUR-MER (33123)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

LOT N° 02 – DESAMANTAGE

27 NOVEMBRE 2024

1	GENERALITES	3
1.1	Connaissance du descriptif	3
1.2	Documents de référence	3
1.3	Qualification	3
2	INSTALLATION DE CHANTIER	4
3	DESAMANTAGE	4
3.1	Plan de retrait	4
3.2	Retrait de matériaux contenant de l’amiante	4
3.3	Gestion des déchets amiantés	5
3.4	Mesures et analyses	5
3.5	Contrôle libératoire	5
4	DEMOLITION LOCAL BATIMENT AC2	5

1 GENERALITES

1.1 Connaissance du descriptif

L'entrepreneur devra obligatoirement prendre connaissance du lot n°00 « Prescriptions communes tous corps d'état » au même titre que son propre descriptif.

Il devra également s'assurer des matériaux, ouvrages et prestations à la charge des autres corps d'état, lui permettant ainsi d'établir une offre complète et forfaitaire.

Le présent descriptif doit permettre à l'entrepreneur d'établir son offre, en complément des plans de l'Architecte et des autres pièces écrites. Il est bien entendu que le présent document n'a pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur devra prévoir toutes les fournitures et prestations conformément aux textes régissant sa profession et aux règles de l'Art. Les éventuels oublis devront être signalés à l'Architecte avant remise de l'offre.

1.2 Documents de référence

Les travaux de désamiantage seront conformes à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur à la date d'ouverture du chantier et notamment :

- au code du travail
- au code de la santé publique
- au décret 2013-594 du 5 juillet 2013 relatif aux risques d'exposition à l'amiante
- à l'arrêté du 08 avril 2013 relatif aux règles techniques, aux mesures de prévention et aux moyens de protection collective à mettre en œuvre pour les entreprises lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- à l'arrêté du 07 mars 2013 relatif au choix, à l'entretien et à la vérification des équipements de protection individuelle utilisés lors d'opérations comportant un risque d'exposition à l'amiante
- à l'arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du dossier technique amiante
- à l'arrêté du 14 décembre 2012 fixant les conditions de certification des entreprises réalisant des travaux de retrait ou d'encapsulage d'amiante
- à l'arrêté du 30 mai 2018 modifiant l'arrêté du 14 août 2012 relatif aux conditions de mesurage des niveaux d'empoussièrement aux fibres d'amiante
- à l'arrêté du 23 février 2012 relatif à la formation spécifique amiante des travailleurs
- à l'arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante
- à l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage des déchets non dangereux
- aux guides de l'Institut National de Recherche et de Sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles
- aux guides de l'OPPBTP

1.3 Qualification

L'entreprise devra posséder un certificat de qualification justifiant sa capacité à effectuer des travaux de désamiantage.

Ce certificat devra être délivré par un organisme accrédité par le Comité Français d'Accréditation COFRAC ou dans des conditions équivalentes garantissant le respect des mêmes exigences, par tout organisme d'accréditation signataire de l'accord européen multilatéral établi dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation.

2 INSTALLATION DE CHANTIER

L'installation de chantier liée au désamiantage est à la charge du présent lot et comprend :

- le plan d'installation de chantier
- une zone de chantier extérieure délimitée par une clôture rigide type Héras ou équivalent sur plots béton avec portail fermant pas cadenas
- installations électriques de chantier compris demande et frais de branchement
- douches de décontamination, sanitaires et vestiaires compris raccordements en eau potable, eaux usées-vannes, électricité
- tous panneaux de signalisation réglementaires
- la réalisation des zones de confinement liés au désamiantage compris tests de contrôle d'étanchéité
- les matériels et équipements de protection collective adaptés en fonction du niveau d'empoussièrement évalué
- entretien des installations pendant toute la durée d'intervention de l'entreprise

Toutes les installations seront déposées à l'achèvement complet des prestations du présent lot.

3 DESAMIANPAGE

3.1 Plan de retrait

L'entrepreneur établira un plan de retrait, précisant notamment :

- les mesures prévues pour réduire au minimum l'émission et la dispersion de fibres d'amiante pendant les travaux et éviter toute diffusion de fibres d'amiante hors des zones d'intervention
- le mode opératoire spécifique à chaque matériau
- les mesures prévues pour assurer les protections collectives et individuelles
- les mesures prévues pour garantir l'absence de pollution résiduelle après travaux
- la rédaction du plan de retrait est de la responsabilité de l'entreprise.

Ce document sera transmis un mois avant le début d'intervention à l'Inspection du Travail, au médecin du Travail, à la Caisse d'assurance retraite et santé au travail, à l'OPPBTP, au coordonnateur sécurité du chantier, à l'Architecte, au Maître d'Ouvrage.

Le plan de retrait doit être connu de tout intervenant et tenu à disposition au sein du registre de chantier.

3.2 Retrait de matériaux contenant de l'amiante

Retrait de matériaux contenant de l'amiante de « sous-section 3 » et « sous-section 4 ».

Le procédé de dépose devra être adapté aux différents types de matériaux et garantir le non-dépassement du seuil maximal d'empoussièrement.

La liste des matériaux contenant de l'amiante est précisée dans le « pré-rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux » daté 13 novembre 2023 réalisé par APAVE ; ce document est joint au dossier de consultation des entreprises.

Localisation :

BATIMENT CEI :

- dalles de sol colle et ragréage ateliers 1 et 2

La partie engravée d'une ancienne toiture en amiante-ciment repérée en façade Ouest n'est pas à déposer.

HANGAR POLMAR EXISTANT :

- laine minérale en plafond d'une partie des mezzanines
- BATIMENT AC2 :*
- dalles de sol du local 1

3.3 Gestion des déchets amiantés

Tous les déchets provenant des travaux de désamiantage et les équipements des opérateurs seront conditionnés dans un emballage étanche avec étiquetage réglementaire, stockés dans la zone de stockage balisée et sécurisée et évacués vers des installations de stockage de déchets non dangereux ISDND ou dangereux ISDD en fonction de leur nature.

L'entreprise devra la fourniture du certificat d'acceptation préalable et les bordereaux de suivi des déchets d'amiante.

3.4 Mesures et analyses

Les mesures et analyses du niveau d'empoussièrement environnemental et sur opérateurs doivent permettre le contrôle du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle.

Elles comprennent :

- l'établissement de la stratégie d'échantillonnage suivant la norme NF EN ISO 16000-7 et son guide d'application
- la réalisation des prélèvements réalisés conformément aux prescriptions des parties concernées de la norme NF X 43-269
- l'analyse des échantillons prélevés réalisée en microscopie électronique à transmission analytique (META)
- les résultats consignés dans le registre du chantier mis à disposition des organismes de contrôles. Dans le cas de dépassement des valeurs réglementaires, l'entrepreneur devra toutes les mesures correctives.

Les prélèvements et analyses de chantier sont réalisés par un laboratoire indépendant accrédité par le Comité Français d'Accréditation COFRAC ou par tout autre organisme d'accréditation équivalent signataire de l'accord européen multilatéral établi dans le cadre de la coopération européenne des organismes d'accréditation.

3.5 Contrôle libérateur

Avant dépose des ouvrages de confinement, l'entreprise devra le contrôle dit libérateur de première restitution comprenant l'autocontrôle des surfaces traitées, le nettoyage de chaque zone par aspiration avec un équipement doté d'un dispositif de filtration à haute efficacité et les mesures d'empoussièrement de l'air afin de vérifier le respect du niveau réglementaire de fibres d'amiante dans l'atmosphère ambiante.

4 DEMOLITION LOCAL BATIMENT AC2

Après dépose du revêtement de sol amianté, démolition complète de tous les ouvrages du local, tri des matériaux et gravats, chargement et évacuation en centre de recyclage.

Les bordereaux de prise en charge seront fournis à l'architecte.

***Localisation :** local dans bâtiment AC2*
